

ARRÊTÉ

constatant les résultats de la votation cantonale
du 18 mai 2025 sur :

- l'initiative populaire 187 « j'y vis, j'y paie ! »
- la loi constitutionnelle modifiant la constitution de la République et canton de Genève (Cst-GE) (*Imposition au lieu de domicile et péréquation financière intercommunale*) (*Contreprojet à l'IN 187*) (A 2 00 – 13498), du 20 juin 2024
- la question subsidiaire : si l'initiative (IN 187 « j'y vis, j'y paie ! ») et le contreprojet sont acceptés, lequel des deux a votre préférence? Initiative 187 (IN) ? Contreprojet (CP) ?

21 mai 2025

LE CONSEIL D'ÉTAT

Vu l'article 46, alinéa 1 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012;

vu la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982;

vu l'article 62, alinéa 1, lettre c, de la loi sur la procédure administrative, du 12 septembre 1985;

vu le procès-verbal de la récapitulation générale, du 19 mai 2025,

ARRÊTE :

1. Les résultats de la votation cantonale du 18 mai 2025 sont les suivants :

a) l'initiative populaire 187 « j'y vis, j'y paie ! »

Titulaires des droits politiques pour cette votation	283'324
Cartes de votes reçues	79'923
Bulletins rentrés	79'899
Bulletins nuls	107
Bulletins blancs	2'069
Bulletins valables	77'723
OUI	15'768
NON	61'955

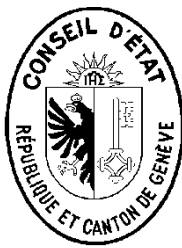
- b) la loi constitutionnelle modifiant la constitution de la République et canton de Genève (Cst-GE) (*Imposition au lieu de domicile et péréquation financière intercommunale*) (*Contreprojet à l'IN 187*) (A 2 00 – 13498), du 20 juin 2024

Titulaires des droits politiques pour cette votation	283'324
Cartes de votes reçues	79'923
Bulletins rentrés	79'899
Bulletins nuls	107
Bulletins blancs	3'069
Bulletins valables	76'723
OUI	36'794
NON	39'929

- c) la question subsidiaire : si l'initiative (IN 187 « j'y vis, j'y paie ! ») et le contreprojet sont acceptés, lequel des deux a votre préférence ? Initiative 187 (IN) ? Contreprojet (CP) ?

Titulaires des droits politiques pour cette votation	283'324
Cartes de votes reçues	79'923
Bulletins rentrés	79'899
Bulletins nuls	107
Bulletins blancs	5'602
Bulletins valables	74'190
Initiative	12'239
Contreprojet	61'951

2. Conformément aux articles 130B, alinéa 1, lettre b de la loi sur l'organisation judiciaire, du 26 septembre 2010 (LOJ; E 2 05), 17, alinéa 4, 62, alinéa 1, lettre c, 64 et 65 de la loi sur la procédure administrative, du 12 septembre 1985 (LPA; E 5 10), le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours auprès de la chambre constitutionnelle de la Cour de justice (rue de Saint-Léger 10, case postale 1956, 1211 Genève 1) dans les **6 jours** qui suivent sa publication dans la Feuille d'avis officielle. L'acte de recours doit être signé et parvenir à l'autorité ou être remis à son adresse à un bureau de poste suisse ou à une représentation diplomatique ou consulaire suisse au plus tard le dernier jour du délai avant minuit. Il doit indiquer, sous peine d'irrecevabilité, l'arrêté attaqué, les conclusions de la recourante ou du recourant ainsi que les motifs et moyens de preuve. Les pièces dont dispose la recourante ou le recourant doivent être jointes à l'envoi.



Certifié conforme,
La chancelière d'Etat :
Michèle Righetti-El Zayadi

Publié dans la Feuille d'avis officielle le 23 mai 2025